

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 25/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SCEA CORBEL**

KERBITTERIEN  
22110 Glomel

Références : VD/JL/2024/09/24/01  
Code AIOT : 0052201648

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement SCEA CORBEL implanté SAINT LUBIN 22110 Kergrist-Moëlou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA CORBEL
- SAINT LUBIN 22110 Kergrist-Moëlou
- Code AIOT : 0052201648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation avicole autorisée pour une capacité de 100 000 emplacements de poules pondeuses avec en annexe une fabrique d'engrais et supports de cultures classée à la rubrique 2170.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 25/03/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 25/03/2024, article 2	Levée de mise en demeure
3	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 25/03/2024, article 2	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés permettent de vérifier le respect des termes de la mise en demeure. Si les gaines de pré-séchage prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 novembre 2012 ne

sont plus fonctionnelles, les moyens mis en oeuvre (séchoir) correspondent au dossier en cours d'instruction et permettent d'obtenir des fientes sèches et répondant à la norme NFU. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 mars 2024 peut donc être levé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Respect mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  La SCEA CORBEL, est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté de respecter dans un délai d'un mois : L'article R. 512-69 du Code de l'environnement qui prévoit que l'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme :</b> Déclaration d'incident en date du 17/05/2024 reçue par le service
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 2 : Respect mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  La SCEA CORBEL, est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté de respecter dans un délai de 3 mois : L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2012 qui prévoit que l'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement comprenant un séchage par gaines au niveau des cages puis transfert dans un hangar de maturation et stockage, l'ensemble étant situé en annexe de son installation.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme :</b> Gaines de pré-séchage défaillantes remplacées par un séchoir de type SECONOV, ce qui est conforme au dossier en cours déposé en cours d'instruction.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 3 :** Respect mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La SCEA CORBEL, est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté de respecter dans un délai de 3 mois :</p> <p>L'article 3.1.1. de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2012 qui prévoit que l'installation permet de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui doit répondre à la norme NFU 42 001.</p>
<b>Constats :</b>  <p><b>Conforme :</b></p> <p>Une analyse complète de conformité à la norme NFU est présentée, avec notamment des fientes à plus de 85 % de matières sèches.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure